



Human Rights Watch – précurseur du « nouvel ordre mondial » ?



Le 27 janvier 2016, l'organisation américaine pour les droits de l'homme « Human Rights Watch » RHW a publié son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme. Celui-ci a été repris par plusieurs médias principaux, dont la radio suisse SRF1 le 19 février. SRF1 a donné la parole à Kenneth Roth, le directeur de HRW. Roth a indiqué qu'il observe une dégradation en trois étapes de la situation mondiale des droits de l'homme, surtout en Chine et en Russie.

Le 27 janvier 2016, l'organisation américaine pour les droits de l'homme « Human Rights Watch » RHW a publié son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme. Celui-ci a été repris par plusieurs médias principaux, dont la radio suisse SRF1 le 19 février. SRF1 a donné la parole à Kenneth Roth, le directeur de HRW. Roth a indiqué qu'il observe une dégradation en trois étapes de la situation mondiale des droits de l'homme, surtout en Chine et en Russie.

La violation des droits de l'homme par ces Etats puissants serait devenue de plus en plus grave. Ce qui se passe à Moscou et à Pékin mènerait à la deuxième étape de la dégradation dans d'autres capitales du monde. Comme contaminés par un virus, d'autres chefs d'Etat par exemple refuseraient de démissionner ou manipuleraient la constitution, pour rester au pouvoir.

Mais Roth explique que la vague la plus tragique serait la troisième vague anti-droits-de-l'homme, qui s'élève maintenant en Europe, à savoir que « l'afflux de réfugiés, mais aussi les attaques terroristes les plus récentes mènent à ce que les principes de l'Etat de droit sont sacrifiés et que la revendication au droit d'asile est contestée. »

En bref : Roth refuse d'opposer les droits de l'homme aux intérêts nationaux. Un choix pour « l'un ou l'autre » serait impossible.

Mais les accusations de Roth à la radio suisse SRF1 contre la Russie, contre des citoyens ayant une conscience nationale par exemple en Pologne ou en Hongrie ou même contre l'initiative suisse sur l'expulsion d'immigrants criminels sont-elles vraiment justifiées ? Pour répondre à cette question il faut d'abord constater que « Human Rights Watch » ne peut en aucun cas être qualifié de neutre. En mai 2014, les lauréats du prix Nobel Adolfo Pérez Esquivel et Mairead Maguire ainsi que plus de 100 académiciens canadiens et américains ont appelé « Human Rights Watch » à prendre des mesures concrètes pour protéger son indépendance politique. Des représentants importants de HRW auraient un lien étroit avec le parti démocrate au pouvoir aux Etats-Unis, avec le gouvernement américain et même avec les services secrets américains à l'étranger (la CIA), comme l'indique un document écrit. Un autre indice qui permet de douter de la neutralité de HRW provient du site internet même de « Human Rights Watch ». En effet y est nommée comme partenaire la fondation « Open Society Institute », aujourd'hui « Open Society Foundation » du milliardaire américain George Soros. Selon le quotidien allemand « ZEIT ONLINE » du 7 septembre 2010, Soros aurait donné la somme record de 100 millions de dollars à « Human Rights Watch », et on imagine facilement que cela ne va pas contre ses propres intérêts. Le spéculateur Soros a fondé l'« Open Society Institute » en 1993 pour propager l'idée de la prétendue « société

ouverte » après la dissolution de l'Union Soviétique. Il s'agit d'un modèle de société de tradition libérale, qui permet des changements culturels et voit l'Etat national comme un « mal passager ». Cette trace se poursuit dans toutes les activités de Soros avec son réseau de fondations dans plus de 50 pays : Les frontières nationales et la souveraineté doivent être dissoutes et les gouvernements qui s'opposent à ce plan global doivent être combattus. Le 30 octobre 2015, Soros s'est exprimé devant l'agence de presse américaine Bloomberg sur la politique hongroise des réfugiés, je cite : « Le plan d'Orban considère que la protection des frontières des pays est le but et les réfugiés sont les obstacles. Notre plan en revanche considère que la protection des réfugiés est le but et les frontières des pays sont l'obstacle. » Un portail d'informations hongrois a commenté la déclaration de Soros de la manière suivante : En disant cela, il a clairement admis avoir soutenu la vague de réfugiés pour faire tomber les frontières des Etat nationaux européens.

C'est pourquoi il n'est pas étonnant que la justice russe ait déclaré « non désirées » deux ONG du milliardaire George Soros, dont l'« Open Society Foundation ». Des politiciens de Moscou accusent Soros d'ingérence dans les intérêts de leur pays. Ils reprochent entre autre à l'homme de 85 ans d'avoir co-financé le putsch sanglant de 2013-2014 en Ukraine contre le président pro-russe Viktor Yanoukovitch.

Les liens douteux de « Human Rights Watch » avec entre autres George Soros donnent une réponse claire à la question suivante : Pourquoi les pays accusés de violation des droits de l'homme sont-ils surtout la Russie et d'autres Etats nationaux qui ne lâchent pas leur souveraineté nationale ?

Car l'intérêt de Soros et d'autres stratèges globalistes consiste à combattre avec des moyens médiatiques, politiques, économiques et même militaires tout gouvernement, toute nation ou tout groupement, qui défend une souveraineté nationale. C'est ainsi que doit être préparé le chemin vers un nouvel ordre mondial multinational dirigé par un « unique gouvernement mondial ».

Vu sous cet angle, les rapports annuels d'organisations pour les droits de l'homme telles que « Human Rights Watch », mais aussi le nouveau rapport d'Amnesty International doivent être appréciés avec prudence.

de Daniel D.

Sources:

.

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#GeorgeSoros-fr - www.kla.tv/GeorgeSoros-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.